

« Promouvoir les droits et besoins des victimes de terrorisme » : tenue du premier Congrès mondial des victimes du terrorisme à New York, les 8 et 9 septembre 2022.

(New York, septembre 2022) © Photo ONU/Paulo Filgueiras

Lutte antidrogue, prévention de la criminalité et lutte contre le terrorisme

PRINCIPAUX PROGRAMMES

Lutte contre le problème mondial de la drogue
Lutte contre la criminalité transnationale organisée
Lutte contre le terrorisme et prévention de l'extrémisme violent
Lutte contre la corruption
Justice
Recherche, analyse des tendances et criminalistique
Appui en matière de politiques
Assistance technique

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

452 millions de dollars

28 millions de dollars au titre du budget ordinaire

424 millions de dollars au titre des contributions volontaires

PRINCIPAUX MANDATS

Septième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/291 de l'Assemblée générale)

Renforcer la capacité du système des Nations Unies d'aider les États Membres à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (résolution 71/291 de l'Assemblée générale)

Convention des Nations Unies contre la corruption

Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972

Convention sur les substances psychotropes de 1971

Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988

Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et Protocoles s'y rapportant

Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout de ses capacités de coopération technique (résolution 77/237 de l'Assemblée générale)

PRINCIPALES ENTITÉS

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
Bureau de lutte contre le terrorisme

Des jeunes participent au hackathon
« Coding4Integrity » pour la mise au point
de technologies de l'information et des
communications permettant de lutter contre
la corruption et d'améliorer la transparence.

(São Paulo (Brésil), septembre 2022) © ONUDC

CONTEXTE

Les effets conjugués des changements climatiques, de la COVID-19, de l'instabilité politique, de la guerre et des déplacements de populations exacerbent les problèmes liés aux drogues, à la criminalité organisée, à la corruption et au terrorisme, en particulier dans les situations de crise ou les zones sensibles. Les liens entre le commerce illicite, les flux financiers et le trafic sous toutes ses formes sont de plus en plus préoccupants, tandis que le terrorisme continue de poser une menace à la paix et à la sécurité internationales, en particulier dans les zones de conflit, où les terroristes exploitent les vulnérabilités.

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU aide les États Membres à lutter contre les problèmes liés aux drogues, à la criminalité et au terrorisme. Nous contribuons à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes et de règles internationales en matière de prévention du crime et de justice pénale et aidons à faire appliquer les obligations prévues par les instruments multilatéraux relatifs aux drogues, à la corruption, à la criminalité transnationale organisée et au terrorisme.

NOTRE APPUI À LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ, À LA LUTTE ANTIDROGUE ET À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



29 500

personnes présentant des troubles liés à l'usage de substances ont bénéficié de traitements, de soins et de mesures de réadaptation



1 100

professionnels ont été formés à l'élaboration de mécanismes d'assurance qualité et **1 500** décideurs ont été formés aux troubles liés à l'usage de substances, à la prévention de la toxicomanie, au traitement, aux soins et à la réadaptation



Plus de 1 150

substances psychoactives provenant de **137** pays ont été contrôlées et des informations ont été fournies à la population dans le cadre de plus de 87 000 consultations en ligne



Plus de 3 100

spécialistes de la lutte contre la corruption, de membres de l'appareil judiciaire et de procureurs de **44** pays ont été formés à la détection, à l'instruction et à la poursuite des cas de corruption dans le cadre de **50** activités de renforcement des capacités



63

enquêtes sur la traite des êtres humains ont été ouvertes, **493** victimes secourues et **40** suspects arrêtés dans le cadre de notre initiative régionale de lutte contre la traite



Plus de 2 000

jeunes et **342** conseillers et éducateurs sportifs ont participé à des initiatives de prévention par le sport dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord



« Nous sommes déterminés à appuyer la justice, l'intégrité et l'état de droit, fondements indispensables pour surmonter toute crise et pour protéger et aider celles et ceux au service de qui nous œuvrons à travers le monde. »

Ghada Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime



« Ce n'est que dans le cadre d'une coopération multilatérale renforcée que nous pourrons proposer des ripostes durables et efficaces et renforcer la résilience contre le terrorisme. »

Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme

PRINCIPALES RÉALISATIONS

PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ ET LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE

En 2022, nous avons continué de seconder les États Membres dans le domaine de la justice pénale. Nous avons contribué à former 2 700 agents pénitentiaires et praticiens de la justice pénale de 30 services pénitentiaires nationaux aux conditions de détention sûres, sécurisées et humaines fondées sur l'Ensemble des règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok). Nous avons également fourni des orientations sur la manière de classer correctement les détenus et d'améliorer le traitement qui leur est réservé ainsi que de traiter les catégories particulières de prisonniers.

Pour lutter contre la criminalité organisée, nous avons aidé 6 États Membres à élaborer leurs stratégies et formé plus de 250 décideurs de 47 pays à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Nous avons aidé 29 pays à rédiger ou à réviser leur législation sur les armes à feu, 4 pays à légiférer sur la traite des êtres humains et 1 pays à légiférer sur le trafic illicite de personnes migrantes.

En ce qui concerne la cybercriminalité, nous avons facilité la tenue de cinq sessions intergouvernementales et de cinq consultations multipartites devant permettre de négocier un projet de convention sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, qui devrait être présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session. Nous avons également aidé 60 pays à combattre ou à prévenir la cybercriminalité. Dans six pays, nous avons contribué à la mise en place de laboratoires de criminalistique numérique spécialisés dans les cryptomonnaies. Nous avons également collaboré avec des États d'Amérique latine et des Caraïbes dans le cadre de partenariats multipartites destinés à sensibiliser plus de 56 000 jeunes à la cybercriminalité dans le cadre d'expositions tenant compte de l'âge, du genre et du handicap organisées dans des musées pour enfants.

Pour contribuer à la lutte contre la déforestation illégale, et grâce au programme que nous mettons en œuvre conjointement avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), nous avons aidé les pays à détecter la corruption et la fraude dans le secteur forestier et démantelé cinq organisations criminelles.

LUTTE CONTRE LE PROBLÈME MONDIAL DE LA DROGUE

Nous avons continué de nous attaquer au problème mondial de la drogue. Notre plateforme de surveillance des drogues constitue un système à sources multiples pour la collecte, la visualisation et le partage de données sur les drogues, y compris des informations géographiques sur le trafic de drogue. En nous appuyant sur cette plateforme et sur nos compétences de télédétection et en utilisant l'imagerie satellite nous avons créé en Ouzbékistan un centre d'information devant servir d'observatoire impartial de la drogue et de la criminalité en Afghanistan et de leurs incidences sur les pays voisins. Nous avons également contribué à augmenter les capacités de surveillance.

Afin de promouvoir de nouveaux moyens d'existence dans les communautés qui pratiquent des cultures illicites, nous avons appuyé l'exportation vers l'Europe de 300 000 tonnes de café portant le label « commerce équitable », générant ainsi des revenus rentables et durables pour 2 000 ménages dans l'État plurinational de Bolivie, au Myanmar et en République démocratique populaire lao.

Nous avons renforcé les capacités des prestataires de services en Égypte et au Pakistan en matière de traitement par agonistes opioïdes et formé plus de 1 100 policiers au Cambodge, en Thaïlande et au Viet Nam aux moyens de resserrer les liens de partenariat entre forces de l'ordre, société civile et secteur de la santé.

Appui aux unités de patrouille surveillant le fret aérien et portuaire : saisies en 2022

25 millions

d'articles tombant sous le coup de la propriété intellectuelle

10 millions

de produits médicaux falsifiés et non déclarés

864 tonnes

de précurseurs chimiques

275 tonnes

de cocaïne

8 tonnes

d'héroïne

265 000

armes à feu, munitions et pièces d'explosifs

Dans le cadre du programme de prévention intitulé « Une famille stable », les enfants se joignent aux personnes qui s'occupent d'eux et aux animateurs pour participer à un atelier sur la prise en charge des enfants en situation de crise.

(Kandahar (Afghanistan), juin 2022) © ONUDC



Avec le soutien de l'ONU, des équipes participent au tout premier exercice sur l'état de droit maritime organisé pour lutter contre les activités illicites en mer aux Seychelles.

(Victoria, novembre 2022) © ONUDC

Première Conférence internationale de haut niveau sur les droits humains, la société civile et la lutte contre le terrorisme

En collaboration avec le Gouvernement espagnol, nous avons organisé à Malaga la première Conférence internationale de haut niveau sur les droits humains, la société civile et la lutte contre le terrorisme. Plus de 430 participantes et participants – notamment des représentantes et représentants d'États Membres, d'organisations régionales et internationales, d'entités des Nations Unies et d'organisations de la société civile – ont examiné la manière d'associer utilement la société civile à la lutte contre le terrorisme et à la promotion de moyens d'action respectueux des droits humains et de l'état de droit.

La Conférence internationale de haut niveau sur les droits humains, la société civile et la lutte contre le terrorisme, tenue à Malaga, était la première conférence internationale consacrée à la société civile et aux droits humains dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

(Malaga (Espagne), mai 2022) © Bureau de lutte contre le terrorisme



PRÉVENTION DU TERRORISME

Nous avons franchi une étape décisive en organisant, à New York, le premier Congrès mondial des victimes du terrorisme. Nous avons réuni plus de 600 participantes et participants, dont 100 victimes du terrorisme originaires de 25 États Membres, afin de renforcer la solidarité mondiale avec les victimes du terrorisme. Le Congrès a constitué une plateforme de plaidoyer et de collaboration de premier plan pour la promotion des approches centrées sur les victimes à adopter dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent.

Deux nouveaux membres ont adhéré en 2022 au Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme, qui devient ainsi le plus grand mécanisme de coordination de notre Organisation. Plus de 1 000 personnes référentes de 136 États Membres, 45 entités des Nations Unies et 13 organisations internationales et régionales collaborent désormais au moyen de la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme pour faciliter le travail mené dans le cadre du Pacte.

Nous avons favorisé les partenariats en Afrique. À Marrakech (Maroc), nous avons réuni des responsables de services de sécurité et de lutte antiterroriste d'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la première manifestation de haut niveau consacrée à l'examen du renforcement des capacités et de la formation. Nous avons par ailleurs appuyé les États Membres d'Afrique de l'Est dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent.

Le lien entre technologie et terrorisme est demeuré au cœur de nos préoccupations. Nous avons aidé les États Membres à tirer parti des technologies nouvelles et émergentes pour lutter contre le terrorisme et à faire face aux risques liés à leur utilisation abusive.

Nous avons également étudié la question du risque de terrorisme nucléaire. Nous avons formé plus de 500 fonctionnaires de 120 pays à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, à l'aide de nouveaux manuels, de cas d'étude fictifs et d'un nouveau cours d'apprentissage en ligne.

Le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme : quelques chiffres



- 8 groupes de travail interinstitutions
- 13 organisations internationales ou régionales
- 45 entités du Pacte
- 136 États Membres
- 1 000 points focaux
- 2 900 documents communiqués
- 192 000 consultations en ligne de la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme

NOS ACTIVITÉS DE LUTTE ANTITERRORISTE



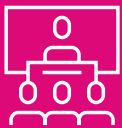
Plus de 13 000 personnes formées dans le cadre de 212 activités de renforcement des capacités destinées à promouvoir la lutte antiterroriste



1 000 points focaux de 45 entités du Pacte et de 136 États Membres ont été mis en réseau dans le cadre de la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme



210 réunions bilatérales de haut niveau se sont tenues avec des États Membres, des entités des Nations Unies, des organisations internationales et régionales et d'autres partenaires



14 conférences de haut niveau et 12 conférences régionales se sont tenues autour de questions techniques liées à la lutte antiterroriste, ainsi que 3 tables rondes de la société civile



Les chefs des organismes de sécurité et de lutte antiterroriste de l'Afrique de l'Ouest participent à la première réunion de haut niveau devant leur permettre de discuter du renforcement des capacités et de la formation.

(Marrakech (Maroc), juin 2022) © Bureau de lutte contre le terrorisme